



Communiqué

Épreuve de philosophie : non à la mascarade !

9 mai 2021

Le Comité national de l'APPEP a appris avec colère l'annonce faite par Jean-Michel Blanquer le 5 mai de rendre optionnel le résultat de l'épreuve de philosophie du baccalauréat. Cette décision s'ajoute à une avalanche d'injonctions irréalistes et contradictoires, qui, depuis le début de la pandémie, épuisent les professeurs et plongent les élèves dans l'incertitude et l'angoisse. Elle révèle un mépris inédit du travail mené dans les classes tout au long d'une année scolaire pourtant très éprouvante.

En choisissant le contrôle continu et en même temps l'épreuve terminale, le ministre discrédite l'épreuve de philosophie au point de la vider de sa signification d'épreuve nationale.

Les candidats qui entreront dans les salles d'examen le 17 juin connaîtront déjà 90 % de leurs notes de baccalauréat. L'épreuve finale de philosophie sera donc sans enjeu pour la majorité d'entre eux, et particulièrement anxiogène pour les autres, conscients de la rupture d'égalité. Tout au plus, elle sera prise au sérieux par les élèves insatisfaits de leur moyenne de contrôle continu, qui continueront de travailler pendant que leurs camarades quitteront la salle dans un joyeux brouhaha. De telles conditions dénotent un mépris du travail des candidats tout autant que de la dernière épreuve terminale écrite du baccalauréat.

Les professeurs de philosophie seront, quant à eux, amenés à corriger les copies numérisées d'une épreuve réduite à la fonction de gadget médiatique, sous la surveillance électronique des rectorats, pour une évaluation inutile à la plupart des candidats, dont la présence serait obligatoire, mais la note facultative. Nous ne pouvons l'accepter.

Cette situation est la conséquence des refus du ministre d'aménager les programmes avant la rentrée et les épreuves quand il en était encore temps. Il en porte l'entière responsabilité.

Le Comité national de l'APPEP prend donc acte que le ministre a de fait supprimé l'épreuve terminale de philosophie pour créer un objet non identifié, ni épreuve terminale, ni devoir de contrôle continu, plongeant candidats et correcteurs dans un désarroi sans remède.

Il dénonce une démagogie qui méprise le travail des élèves, celui de leurs professeurs et ridiculise l'examen.

Attaché au sérieux des épreuves du baccalauréat, et soucieux d'éviter le chaos que le choix du ministre prépare, le Comité de l'APPEP se voit contraint d'exiger du ministre qu'il annule le simulacre d'épreuve qui doit se tenir le 17 juin.

Il appelle les professeurs de philosophie à se mobiliser pour que le ministre satisfasse cette exigence.